

COMMENT DIT-ON TARTUFFE EN ALLEMAND?

Les actualités cinématographiques nous ont bien attendri avec les images du cadavre pacifique fait par la République fédérale allemande aux libérateurs américains du Vietnam : un beau et grand navire hôpital. On nous assure, par la voix du commentateur, qu'on va y soigner tous les blessés, sans distinction. Bien sûr, nous n'en doutions pas. On va surtout y amener tous les prisonniers vietcong torturés par les bourreaux de Ky afin qu'ils s'y refassent une santé. C'est même pour cela que, lorsqu'ils découvrent un hôpital

improvisé caché dans la jungle par le FNL, les G.I.s le détruisent. Il est vrai qu'il ne porte pas de croix rouge.

Démoraliser l'agresseur

Là, où l'on ne peut songer à ouvrir un front contre l'impérialisme américain, du moins peut-on désintoxiquer ses soldats et marins qui, s'ils ne sont pas aujourd'hui au Vietnam, y seront sans doute demain. Ainsi, ont fait des jeunes militants de Provence qui ont distribué aux marins débarqués dans nos ports pour les fêtes de fin d'année les tracts du Vietnam Day Committee. Un exemple à suivre.

Boumédienne menacé

Par un paradoxe courant, l'attitude récente de Boumédienne tend à ressembler à celle du Ben Bella des derniers jours : ce « muet » parle, ce sédentaire se déplace abondamment. Il était en Yougoslavie du 6 au 11 octobre, à Addis Abéba, au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, du 5 au 8 novembre, chez Nasser du 27 novembre au 6 décembre. Entre-temps il avait annoncé à Berrouaghia, dans le Titteri, le 11 novembre, le déblocage d'une première tranche de 40 millions de dinars pour les prêts aux petits fellahs, présidé à Ouargla, le 25 novembre, un conseil des ministres consacré à la mise en valeur des régions sahariennes, et, le 11 décembre, il était à Oran où il inaugurerait la nouvelle université.

El Moudjahid du 12 novembre le montre remettant un chèque à un vieux fellah, celui du 10 décembre, dévoilant la plaque commémorative de l'inauguration de la base militaire de Sénia.

Le 22 novembre, il prononçait un discours devant le 1^{er} congrès de l'Union nationale des femmes algériennes, qui venait d'entendre la présidente de cette organisation préconiser le développement du planning familial. Il lançait des formules dans la bonne tradition de son prédécesseur : ainsi « Nous combattons les idées rétrogrades qui ont fait de la femme un objet vendable », non sans les assortir d'autres qui les tempèrent : ainsi « Il est indispensable que cette évolution s'accomplisse... dans le cadre de la religion musulmane ».

Le régime du 19 juin 1965 n'en reste pas moins un régime de coup d'Etat. Mais le temps fait son œuvre. Pour faire face au déficit en céréales, il reçoit du blé russe et du blé américain. D'importants groupements pétroliers américains font plus que lui faire risette. L'U.R.S.S. lui livre des armes. Bientôt, à la suite d'accords conclus avec le ministre de l'Industrie, Belaid Abdeslam, elle lui fournira du matériel pour le développement pétrolier et, sans doute, également, formera 4.000 ouvriers de l'industrie textile. La France a accepté l'étalement des « dettes » algériennes. Nasser accueille maintenant en ami celui qui renversa son « ami » Ben Bella. Ainsi Boumédienne a bien consolidé sa situation extérieure.

Il s'emploie activement à en faire autant sur le plan intérieur. L'annonce, faite en novembre, qu'une partie des recettes pétrolières servirait à développer les régions sahariennes, comme l'octroi — com-

mené — de 100 millions de dinars (100 millions de francs actuels) de prêts aux petits fellahs sont, à cet égard, des atouts maîtres. De même en est-il de l'indication, ressortant du récent colloque sur la commercialisation des produits agricoles, selon laquelle les producteurs seraient associés étroitement à la gestion de l'appareil commercial.

D'autre part, la tension entre Boumédienne et les syndicats s'est fortement relâchée. Cela prend même des allures d'entente cordiale, bien que les divergences entre la centrale ouvrière et le Parti ne se soient apparemment pas estompées.

Oumeziane, secrétaire général de l'U.G.T.A., qui, en mai dernier, se plaignait notamment des restrictions apportées par le F.L.N. aux déplacements à l'extérieur des délégations syndicales, vient de se rendre à Moscou, pour le 49^e anniversaire d'Octobre, avec plusieurs autres dirigeants de l'U.G.T.A. et une délégation de la J.F.L.N.

Dans le cadre de la préparation du 3^e congrès de l'U.G.T.A., qui se tiendra en mai ou juin prochain, il vient de parcourir diverses régions d'Algérie, et son discours à Oran où, parlant des élections communales, il dit : « nous voulons barrer la route aux bourgeois et néo-bourgeois qui voudraient faire de la commune un tremplin contre la révolution socialiste » est reproduit intégralement par El Moudjahid du 7 décembre.

On ne connaît évidemment pas le contenu du compromis passé entre le dirigeant de la centrale syndicale et le président du « Conseil de la Révolution ». Il semble toutefois que ce soit ce dernier qui ait le plus cédé.

Pourquoi ? Est-ce la crainte d'une opposition, pourtant décidée, et qui, pour l'instant, semble incapable même de jouer un rôle dans les élections communales qui vont avoir lieu ? Est-ce celle des syndicats dont le poids est encore faible, mais qui espèrent bien prendre pied fermement au sein de l'organisation communale ? N'est-ce pas plutôt chez Boumédienne la marque du souci d'éviter la chute en s'appuyant sur sa gauche pour résister à la pression de ces bourgeois, néo-bourgeois et autres bureaucrates dont parle Oumeziane ? La nomination d'Ali Yahia, classé à gauche, à l'Agriculture, pourrait, en tout cas, le faire penser.

Louis BRATES.

COMITÉ DE DÉFENSE D'AHMED BEN BELLA et des autres victimes de la répression en Algérie

L'arbitraire continue en Algérie. Le Président Ahmed Ben Bella et ses compagnons demeurent au secret, en des lieux inconnus, depuis le 19 juin 1965. De nombreux autres militants restent détenus dans des conditions telles qu'ils sont, eux aussi, des otages, laissés la plupart sans soins et sans nouvelles de leurs familles.

A chacun de traduire ses sentiments de solidarité en versant dès que possible 5, 10, 20, 30 F OU PLUS, afin que puissent continuer les envois d'argent, médicaments et livres ; se poursuivre l'action juridique et se multiplier toutes démarches utiles pour aboutir à la mise en liberté de tous les détenus politiques et obtenir les conditions de leur sécurité dans leurs foyers.

Adresser les fonds à : Maurice JARDOT, 27, quai de Bourbon Paris 4^e. C.C.P. 22.827-10 Paris.

« Ah! il est bath le pape »

Les communistes italiens, si critiques quant aux propos tenus par leur opposition de gauche, sont totalement dépourvus de lucidité lorsqu'il s'agit de juger des homélies pontificales. Sa Sainteté peut multiplier les déclarations confuses sur la guerre du Vietnam, les communistes italiens, tout tournés vers ce grand Parti qui va du chef des travailleurs catholiques à eux-mêmes, ne remarquent jamais le caractère flou des propos pontificaux.

Le dernier numéro de Rinascità, qui est en mieux ce que France nouvelle est au P.C.F., cite comme modèle d'inter-

vention papale ses vœux de Noël... Il y est question de « bonne volonté qui, seule, possède la clé de la paix ; la difficulté provenant du fait qu'elle doit être tournée à la fois par les responsables des deux parties... » D'ailleurs, depuis très longtemps, la presse communiste italienne consacre ses premières pages aux messages de paix de Paul VI. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes de la voie italienne au socialisme : il y avait, d'un côté, les méchants américains ; de l'autre, l'Eglise. Quant, tout à coup, un certain Francis Spellman, qui fut un papable (ceci a son importance) s'en vient prêcher, comme au meilleur temps de la guerre de Corée, la sainte croisade anticommuniste. Les communistes italiens qui s'interrogent n'ont pas manqué de se demander ce qu'aurait fait le Pape si le bouillant cardinal avait demandé, dans les faubourgs de Saigon, l'abolition du célibat des prêtres ou dénoncé la complicité de l'Eglise avec le grand capital.

Une fois cette question posée, l'ambiguïté des propos papaux devient tout à coup très compréhensible ; cette ambiguïté n'est pas contradictoire avec les appels au meurtre de Spellman ; au contraire, elle les suscite. Les communistes français, qui ne sont pas tenus à trop de genuflections devant le haut clergé, l'ont d'ailleurs remarqué. Les communistes italiens, qui ne vont pas à la messe tous les dimanches, aussi. Il ne restait donc qu'une solution, celle que la Croix offrait si chrétiennement : pratiquer ce que les médecins appellent une bonne dichotomie, c'est-à-dire diviser l'Eglise en deux. D'un côté, il y a le doux Paul VI ; de l'autre, le sinistre « aumônier du Pentagone ».

Ce qui, pour le plus grand profit de la voie italienne, est chose faite. Ce qui est aussi fait pour le plus grand profit du capitalisme italien, dont le pape est un des plus beaux fleurons.

Cette alliance avec les travailleurs catholiques a décidément une allure d'alliance avec les exploiters catholiques.

Qu'importe, nous sommes nombreux à penser que le socialisme vaut bien, lui, une REVOLUTION.

C. BALLETTI.

LE CANCER DE RUBY et celui des Etats-Unis

L'affaire de Dallas a son dix-septième mort, après John Kennedy, Lee Oswald, les quatorze témoins disparus dans des conditions suspectes ou trop claires, Ruby est emporté par un mal-éclair. Il est étrange que l'on n'ait découvert un cancer généralisé, chez un homme qui devait être l'objet d'une surveillance médicale attentive, qu'un mois seulement avant qu'il emporte le malade.

Un cancer peut-il être inoculé ? Ruby est-il mort d'autre chose qu'un cancer ? Nous laisserons la discussion de ce dilemme aux spécialistes, médecins et contre-enquêteurs. Mais il est des morts que l'on peut difficilement croire naturelles : celles des gens qui préviennent qu'on va les tuer, comme Figon. Ruby était de ceux-là. Quand il déposa devant la commission Warren, le 7 juin 1964, plus de six mois après l'assassinat de Kennedy et celui d'Oswald, il dit : « L'ennui, c'est qu'avec tous les pouvoirs que vous avez, président Warren, vous et ces messieurs, trop de semaines et de mois se sont écoulés pour que vous puissiez encore tirer profit de ce que je puis avoir à dire... C'est tellement tragique qu'on ne peut même pas en parler ». Plus tard, alors qu'on ne l'avait même pas interrogé sur ses relations avec la police de Dallas, ce fut lui qui s'exclama : « Vous pouvez tirer de moi bien plus que cela ! Ne nous arrêtons pas trop tôt. » Et il précisa que si la Commission voulait bien le transférer de la prison de Dallas à Washington, il pourrait en dire plus long. Tant qu'il resterait dans la prison de Dallas, il lui serait impossible de révéler toute la vérité. Il insista vivement et longuement, précisant : « Ma vie est en danger ici » et encore : « Vous êtes le seul (le président Warren) qui puissiez me sauver ». Il avait précisé qu'il ne parlait pas de sa condamnation à mort. Le président Warren lui refusant son transfert, lui donna sa parole de faire quelque chose « dès que possible ». A quoi Ruby répondit : « Eh bien, vous ne me reverrez plus, c'est moi qui vous le dis (1). »

Ruby connaissait Dallas et ses autorités policières. Après cela, on veut encore nous faire croire que Ruby a confirmé dans sa dernière déclaration enregistrée sur son lit de mort des aveux sur lesquels il n'avait jamais varié et que, vivant il n'aurait jamais parlé.

La disparition de Ruby est celle du « témoin » essentiel. Mais il est également faux de dire qu'avec lui disparaît la possibilité de découvrir la vérité, (il n'était lui-même qu'un exécutant) cela ne sera qu'un peu plus difficile. Les assassins ne peuvent pas plus qu'Ubu « tuer tout le monde et puis s'en aller ». Leur technique d'étouffement est radicale, mais elle n'est pas absolue.

Ruby n'avait peut-être pas un cancer, mais les Etats-Unis en ont un dont ils mourront en tant qu'Etat impérialiste.

Michel LEQUENNE.

(1) L'Amérique fait appel, de Mark Lane, chapitre « Le témoignage de Ruby ».

PROCÈS

Après une réunion des principaux participants, du 13 au 16 novembre, le « Tribunal international contre les crimes de guerre au Vietnam » a été formellement constitué. A l'initiative de Bertrand Russell, des intellectuels éminents et des experts juridiques ont appuyé le projet. Il faut citer, parmi d'autres, Jean-Paul Sartre, Vladimir Dedijer (historien yougoslave, biographe de Tito), Isaac Deutscher, Mehmet Ali Aybar (expert de droit international et membre du parlement turc), Mahmud Ali Pasuri (membre du collège des avocats à la Cour suprême du Pakistan), l'ancien président du Mexique Cardenas, les Américains David Dellinger et Stokeley Carmichael.

Le journal conservateur Daily Telegraph a attaqué le tribunal en mettant en évidence la démission de plusieurs chefs d'Etat de la Bertrand Russell Peace Foundation : Léopold Senghor du Sénégal, l'empereur Haïlé Sélassié d'Ethiopie, Kenet Kaunda de Zambie et Nyerere de Tanzanie. Le journal admit aussi que « les Américains ont exercé des pressions diplomatiques sur les gouvernements amis pour qu'ils ne soutiennent pas le tribunal ».

Bertrand Russell répondit à la nouvelle en réaffirmant la complète indépendance du tribunal qui ne céderait devant aucune pression gouvernementale. Cette déclaration fut répétée à la conférence de presse du 16 novembre, par Isaac Deutscher et Vladimir Dedijer. On sait que Dedijer, quant à lui, avait fait l'objet de pressions de la part des milieux officiels yougoslaves.

Les commissions du tribunal seront chargées de rassembler des preuves et des témoignages dans les domaines suivants :

1. Le gouvernement des Etats-Unis, et ceux d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Corée du Sud ont-ils commis des actes d'agression selon les normes du droit international ?
2. L'armée américaine a-t-elle expérimenté des armes nouvelles, gaz, produits